INFORMATION PRESSE

Paris, le 13 juillet 2016

France Stratégie souhaite analyser les enjeux de la décennie qui suivra la prochaine élection présidentielle afin d'éclairer les choix collectifs. **Publications, débats, appels à contributions sont disponibles en ligne sur** www.francestrategie1727.fr. France Stratégie publie aujourd'hui la note « enjeux » :

Déficit, dette et finances publiques : quelles orientations ?

Des dépenses publiques en hausse continue, une politique budgétaire plutôt pro-cyclique et des occasions de consolidation rarement saisies en période économique favorable. Voilà pourquoi le déficit budgétaire français persiste. Pour autant, la France s'est engagée à le faire passer sous la barre des 3 % dès 2017, dans le cadre du Pacte de stabilité européen et à poursuivre l'effort au-delà pour réduire sa dette. Au vu du niveau actuel des prélèvements obligatoires, cet effort de consolidation devra s'appuyer en grande partie sur une réduction des dépenses. Mais lesquelles ?

Pourquoi les dépenses publiques sont-elles si élevées en France ?

Une manière de répondre à cette question est de comparer les dépenses publiques françaises, par nature et par fonction, avec celles d'un groupe « témoin » de pays européens*. Avec des dépenses qui représentent 57 % du PIB en 2015, la France affiche un niveau supérieur de six points à celui du groupe témoin, un écart qui s'explique essentiellement par :

- le choix d'un système de retraite qui a la particularité d'être à la fois public et « généreux » ; ce choix explique à lui seul les trois quarts de l'écart des dépenses françaises par rapport au groupe témoin ;
- des dépenses élevées consacrées à pallier le dysfonctionnement de certains marchés : le logement, l'emploi et l'innovation mobilisent plus de 160 milliards d'euros en soutien publics là où des réformes règlementaires agissant sur l'offre seraient sans doute plus efficaces ;
- une organisation territoriale coûteuse : plus d'un tiers de l'augmentation des dépenses publiques françaises observée depuis 2000 est le fait des collectivités territoriales et la décentralisation n'explique qu'une moitié de cette hausse.

Quel niveau d'endettement souhaitable pour la France à l'horizon 2027 ?

Il n'existe pas de consensus quant au niveau optimal d'endettement d'un pays. Pour autant, la France ne saurait échapper à moyen terme à la consolidation de ses comptes publics et aux arbitrages qu'elle impose. Dans cette perspective, se pose la question du niveau souhaitable de la dette publique, notamment au regard du critère d'équité intergénérationnelle.
Â quel rythme faut-il poursuivre le désendettement ? Suivant quels engagements et avec quels outils de gouvernance ?
Y a-t-il lieu de tirer parti du très faible niveau des taux d'intérêt pour relancer l'investissement public ?
Une stratégie européenne pourrait aussi changer la donne budgétaire : plan Juncker renforcé, emprunt commun, convergence fiscale ?

Enfin, reste l'épineuse question de la « sélectivité » dans les choix publics.
Si les dépenses doivent diminuer, comment répartir l'effort de consolidation de manière juste tout en investissant dans la qualité des services publics et dans l'avenir ?
L'éducation, la petite enfance, la formation continue, la transition énergétique ou les dépenses actives pour l'emploi sont autant de postes budgétaires qui non seulement portent la croissance de demain mais préviennent également les risques sociaux et donc épargnent de futures dépenses.
Faut-il leur allouer des ressources supplémentaires et si oui, au prix de quel redéploiement ?

**Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède*

Téléchargez la note « Dette, déficit et finances publiques : quelles orientations ?» et participez au débat sur www.francestrategie1727.fr

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

@Strategie_Gouv

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Commissariat général à la stratégie et à la prospective

France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.

www.strategie.gouv.fr